

L'échec français à faire accepter par l'Union européenne une baisse à 5,5 % de la TVA sur la restauration est un véritable camouflet pour M. Jacques Chirac. Que cela soit l'Allemagne, à travers le gouvernement d'Angela Merkel, qui en soit la cause n'est guère rassurant quant à l'orientation de la politique allemande, désormais peu décidée à plaire à notre pays, et quant au poids de la France dans l'U.E.

Mais n'y a-t-il pas une erreur de stratégie pour la France de mettre tous ses oeufs dans le même panier ? A force de ne croire "qu'en" l'U.E., de ne se vouloir plus qu'un simple "partenaire" au sein de l'Union bleue étoilée, la France ne se prive-t-elle pas d'ouvertures stratégiques intéressantes vers d'autres pays d'Europe (je pense, entre autres, à la Russie) et du "Sud" ?

Après tout, l'U.E. n'est peut-être qu'un "moment" de la scène européenne et mondiale, et non la "fin de l'Histoire" de la France, comme certains disciples de Monnet et Schuman le proclamaient il y a peu encore. "**Les alliances sont saisonnières**" affirmait le général de Gaulle: il ne serait pas inutile de méditer cette étrange formule...

Qu'on me comprenne bien : il ne s'agit pas pour moi de prôner la disparition de l'U.E., ou d'appeler au retrait de la France de cet ensemble imparfait, mais de réfléchir à une nouvelle politique dans l'U.E. et au-delà de celle-ci. Cela éviterait, d'une part, des dérives trop "européistes", trop idéologiques (les réalités s'accordent souvent mal aux idéologies...) pour être politiquement efficaces; d'autre part, des désillusions cruelles quand la France ne peut plus décider, même si c'est parfois à tort (les Etats ne sont pas infallibles non plus...), de sa propre politique économique, fiscale ou sociale, prisonnière qu'elle est d'un système "**trop dur pour ce qu'il a de mou, trop mou pour ce qu'il a de dur**", d'un système qui ne met pas en valeur les intérêts nationaux, ni la souveraineté des

politiques d'Etat.

Le grand débat sur la nature de l'U.E., sur le rôle que la France peut y jouer (et la France n'est pas seule dans cette partie), sur la stratégie d'avenir possible de l'une et de l'autre, de l'une avec l'autre ou de l'une par rapport à l'autre, ce débat éminemment politique n'a été qu'ébauché en 2005 lors de la campagne référendaire : il me semble utile, pourtant, de le reprendre et, surtout, de l'approfondir.

La querelle sur la TVA à taux réduit peut, et en cela elle ne sera pas totalement négative, en fournir une nouvelle occasion, ne serait-ce que pour poser, même dans l'urgence, une définition et une application de la **subsidiarité** qui pourrait, en France comme en Europe, satisfaire les uns sans gêner les autres.